



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20230809-DEC-DAEN0799 EN DATE DU 21 SEPTEMBRE 2023  
PORTANT SUR UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'UN PARC ÉOLIEN  
SITUÉ SUR LA COMMUNE DE ROUSSAS ET EXPLOITÉ PAR**

**CENTRALE EOLIENNE DE PRODUCTION D'ÉNERGIE (CEPE) DES CLAVES SAS**

**AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT APPLICABLE**

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, et notamment l'article L. 181-14 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015350-0010 du 15 décembre 2015 portant mise en place des garanties financières pour le parc éolien de CLAVES à ROUSSAS exploité par la Centrale Eolienne de Production d'Énergie (CEPE) des CLAVES SAS ;

**VU** la demande de renouvellement présentée le 7 avril 2020, complétée le 30 novembre 2020, le 26 mai 2021 et le 9 août 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 7 décembre 2021 portant sur une demande de renouvellement d'un parc éolien situé sur la commune de Roussas et exploité par la Centrale Eolienne de Production d'Énergie (CEPE) des CLAVES SAS ;

**VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 22 mai 2023 ;

**VU** le code forestier, et notamment ses articles L. 341-1 et suivants et R. 341-1 et suivants ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**VU** le rapport du 9 août 2023 de l'inspection des installations classées ;

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier du 5 septembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures proposées permettent la préservation des intérêts énumérés par l'article L. 112-1 du code forestier et celles des fonctions définies à l'article L. 341-5 du même code ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 341-6 du code forestier l'autorisation de défrichement est soumise à une ou plusieurs conditions prévues par cet article ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Est autorisé, au profit de la société Centrale Eolienne de Production d'Energie (CEPE) des Claves SAS, le défrichement sur une superficie de 0,4207 hectare des parcelles suivantes :

<b>Commune</b>	<b>Section</b>	<b>Parcelle</b>	<b>Superficie cadastrale (en ha)</b>	<b>Superficie autorisée (en ha)</b>
ALLAN		Chemin rural n°17	/	0,0077
ALLAN	E	175	7,9690	0,0010
ROUSSAS	A	81	10,8570	0,2096
ROUSSAS	A	263	0,3029	0,0182
ROUSSAS	A	247	0,3108	0,0024
ROUSSAS	A	245	0,0145	0,0005
ROUSSAS	B	348	0,6362	0,0127
ROUSSAS	B	360	25,2043	0,0426
ROUSSAS	B	361	0,0445	0,0012
ROUSSAS	B	337	11,2455	0,0103
ROUSSAS	C	34	0,0800	0,0053
ROUSSAS	C	745	3,1861	0,0558
ROUSSAS	C	673	3,8713	0,0019
ROUSSAS	B	336	0,0190	0,0046
ROUSSAS	C	669	4,1440	0,0238
ROUSSAS	C	12	0,0400	0,0208
ROUSSAS	C	26	1,1530	0,0023
Total				0,4207

### **Article 2 :**

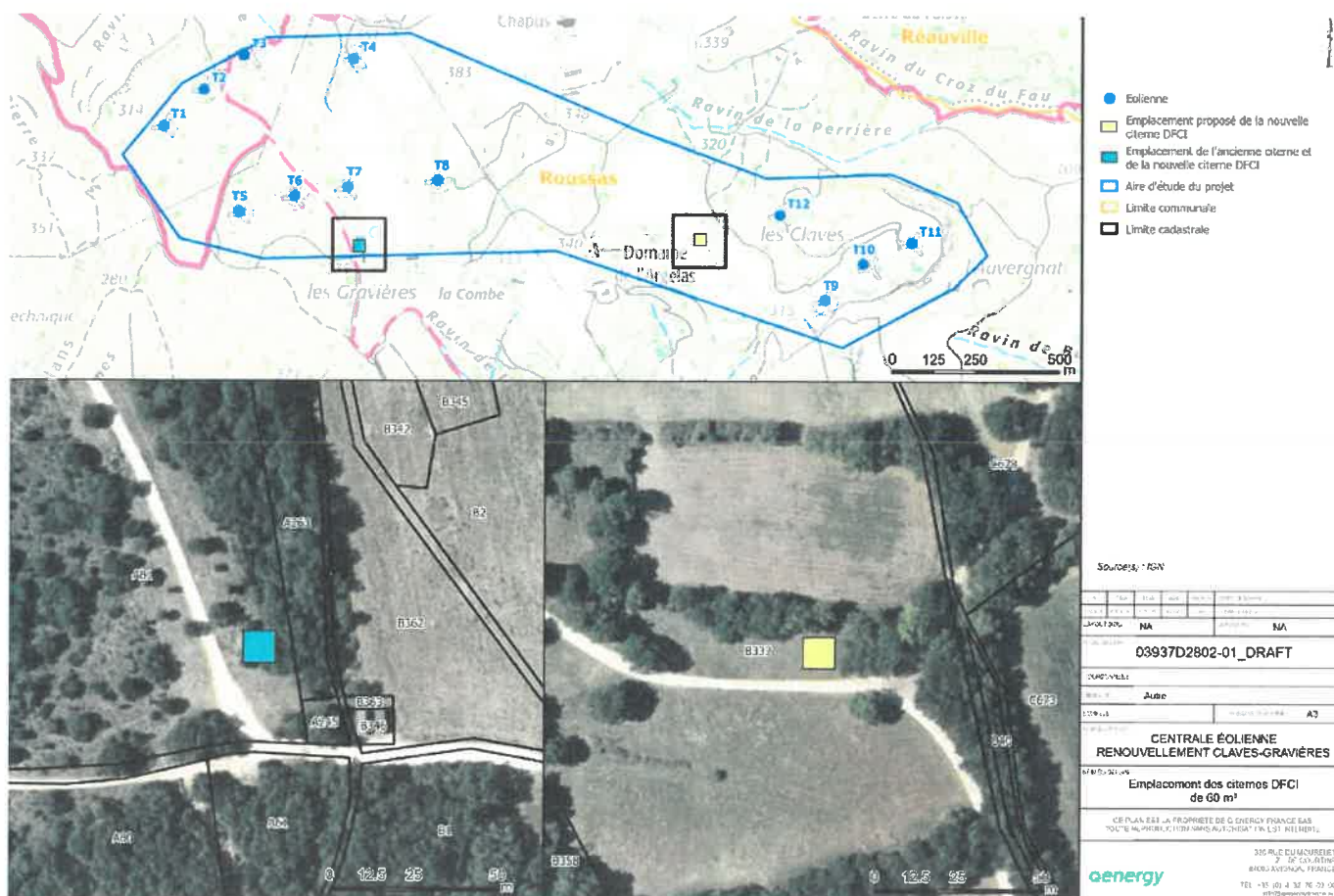
La présente autorisation est subordonnée aux conditions suivantes :

1. paiement d'une indemnité de 3 786 € au Fonds stratégique de la forêt et du bois.
2. débroussaillage réglementaire d'une bande de 50 mètres autour des installations qui devra être réalisé conformément à l'arrêté préfectoral n°2013057-0026 du 26 février 2013 relatif au débroussaillage préventif des incendies de forêts. Un débroussaillage devra être également réalisé de 10 m de part et d'autre des chemins d'accès aux éoliennes (à définir précisément avec le service Forêt de la DDT).

### **Article 3 :**

Le 4<sup>ème</sup> point de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2021 portant sur une demande de renouvellement d'un parc éolien situé sur la commune de Roussas et exploité par la Centrale Eolienne de Production d'Energie (CEPE) des CLAVES SAS est modifié comme suit :

- Suite à la reconnaissance interservices SDIS26/DDT réalisée, mettre à niveau la défense incendie par :
  - le maintien de la citerne DFCI existante enterrée (dite citerne des Gravières) située sur la parcelle A81 de la commune de Roussas ;
  - le positionnement d'une nouvelle citerne DFCI de 60 m<sup>3</sup> enterrée à proximité de la citerne des Gravières au droit de la parcelle A 81 de la commune de Roussas ;
  - le positionnement d'une nouvelle citerne DFCI de 60 m<sup>3</sup> enterrée pour la partie Est du parc éolien sur la parcelle B337 située sur la commune de Roussas ;



#### Article 4 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **Article 5 :**

Le présent arrêté fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations du défrichement.

Le bénéficiaire dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROUSSAS et à la mairie d'ALLAN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ROUSSAS et à la mairie d'ALLAN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la DDPP de la Drôme ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 :**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires de la Drôme, le maire de ROUSSAS et le maire d'ALLAN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **21 SEP. 2023**

Le Préfet,

  
Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Cyril MOREAU